

Revue européenne  
des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

## Revue européenne des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

XXXVIII-118 | 2000

Limites de l'éthique dans l'action politique

---

# L'Europe de l'Est en transition : circulation ou reproduction des élites ?

Jacques Coenen-Huther

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/699>

DOI : 10.4000/ress.699

ISSN : 1663-4446

### Éditeur

Librairie Droz

### Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2000

Pagination : 135-149

ISBN : 2-600-00450-5

ISSN : 0048-8046

### Référence électronique

Jacques Coenen-Huther, « L'Europe de l'Est en transition : circulation ou reproduction des élites ? », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XXXVIII-118 | 2000, mis en ligne le 17 décembre 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/699> ; DOI : 10.4000/ress.699

---

Jacques COENEN-HUTHER

## L'EUROPE DE L'EST EN TRANSITION: CIRCULATION OU REPRODUCTION DES ÉLITES?

L'idée de transition, évoquant des périodes de changement rapide au cours desquelles les individus et les peuples ont à s'adapter tant bien que mal à de nouvelles réalités qui bouleversent toutes les routines acquises, nous renvoie à la grande figure de Tocqueville dont les analyses – préfigurant les notions sociologiques modernes d'incertitude normative, d'incohérence de statut, de frustration relative et de groupe de référence – aident à comprendre le sort de millions d'hommes et de femmes déchirés entre des habitudes adoptées sous des régimes qui leur assuraient la stabilité dans la médiocrité et les règles d'un nouveau jeu social qu'ils maîtrisent mal, dont l'issue est d'ailleurs loin d'être prévisible<sup>1</sup>, dans une « période indéfinie où tout reste possible car aucune tendance ne s'est réellement coagulée » (Sapir, 1996, p. 6). Les termes de circulation ou de reproduction des élites nous sont inspirés par quelques classiques de la première sociologie italienne – celle d'avant le fascisme et la Deuxième Guerre mondiale –, tout particulièrement Roberto Michels, Gaetano Mosca et Vilfredo Pareto<sup>2</sup>. Pour ces représentants de la théorie machiavélique du pouvoir, tout régime politique est en fait une oligarchie et toute organisation complexe comporte une tendance intrinsèque à l'oligarchisation (Michels, 1911). N'importe quel système social peut être ramené en dernière analyse à une opposition dichotomique entre dominants et dominés. Bien entendu, les modalités de la domination peuvent varier; celle-ci peut être « plus ou moins légale » ou « plus ou moins arbitraire et violente » (Mosca, 1896, 1939, p. 50). Ce qui distingue les diverses oligarchies, c'est – selon Mosca – la « formule politique » sur laquelle elles basent leur pouvoir. La « formule politique » est une combinaison de théories, de principes et de normes éthiques qui peuvent être acceptés par la population gouvernée (Mosca, 1936). D'autres critères de différenciation sont offerts par les stratégies que les élites mettent en œuvre pour rester au pouvoir, soit qu'elles se fassent « lions » et usent de la force ou qu'elles se fassent « renards » et préfèrent le recours à la ruse (Pareto, 1916, § 2178; 1968, p.1386)<sup>3</sup>. Cette vision cruellement lucide de l'histoire n'élimine pourtant pas la possibilité de la démocratie politique. Celle-ci y

<sup>1</sup> Voir à ce sujet mon *Tocqueville*, Chap. IV, § III. « La théorie de la transition » et Chap. V, § II. « A nouveau, la transition » (Coenen-Huther, 1997a). Voir aussi ma contribution à la Conférence Régionale de l' AIS pour l'Europe centrale et orientale (Coenen-Huther, 1998).

<sup>2</sup> L'expression « première sociologie italienne » est empruntée à Filippo Barbano (1997).

<sup>3</sup> Sur tout ceci, on consultera avec fruit la belle *Introduction aux sciences sociales* de Bernard Valade (1996).

trouve sa place à partir d'une « conception plus réaliste de la démocratie »<sup>4</sup> fondée sur une définition à caractère procédural qui l'identifie à la notion de *Rechtstaat* ou Etat de droit. La démocratie est présente dans les régimes où des élites rivales, soucieuses de légitimité, sont en compétition pour l'approbation populaire selon des règles bien établies et où l'exercice du pouvoir est soumis à des limites légales; de tels régimes peuvent être dits « constitutionnels-pluralistes »<sup>5</sup> par opposition aux régimes autoritaires ou totalitaires qui prolongent le despotisme des temps anciens tout en augmentant ses capacités coercitives.

Si le début de la transition dans laquelle se sont engagés les pays d'Europe de l'Est est marqué par l'événement symbolique de la chute du Mur de Berlin, en 1989, on peut en voir l'amorce dans la *perestroïka* soviétique qui commença en 1985. Non que d'autres signes annonciateurs n'apparurent dans divers pays d'Europe centrale et orientale, en particulier en Hongrie et en Pologne, mais c'est du centre de l'Empire que vinrent les signaux décisifs. Quant à la perte de crédibilité de la « formule politique » soviétique<sup>6</sup>, on reconnaît à présent qu'elle date des années soixante-dix, lorsqu'il fut admis de plus en plus largement que « l'avènement de l'homme communiste était repoussé *sine die* » (Fitoussi et Rosanvallon, 1996, 1998, p. 119), ce qui – soit dit en passant – explique que la distinction entre « membres du Parti » et « sans parti » perdit alors sa dimension idéologique (Znepolski, 1996, p. 65). En effet, si le « dégel » krouchtchévien de l'après-stalinisme put encore suggérer un nouveau départ et susciter des vocations militantes, il n'en alla plus de même des années qui suivirent. Du point de vue de la théorie des élites, les événements qui marquèrent les décennies soixante-dix et quatre-vingts en URSS renforcent la vision parétienne de la diversité des couches dirigeantes – inspirée de la « diversité des multiples groupes sociaux » (Pareto, 1916, § 2025; 1968, pp. 1293-1295) – plutôt que la conception d'un monolithisme totalitaire encore intact. La période Brejnev, qualifiée ultérieurement de « période de stagnation », qui s'étendit de 1966 à 1982, fut caractérisée non seulement par l'essoufflement économique mais aussi par une politique délibérée de « stabilité des cadres »<sup>7</sup> qui permit à une génération de dirigeants âgés – les « cadres rouges » aux qualifications rudimentaires ou devenues inadéquates – de se maintenir en poste alors que des éléments plus jeunes et mieux formés se voyaient frustrés dans leurs espoirs de promotion (Hanley *et al.*, 1995, pp. 644-647). Entre 1985 et 1988, les efforts de l'équipe Gorbatchev<sup>8</sup> visèrent à remplacer « l'élite gérontocratique de 1982 » par une nouvelle *nomenklatura*, plus jeune, de formation plus récente, aux qualifications mieux adaptées aux exigences de l'époque (*ibid.*, pp. 647-648). Au-delà du rajeunissement de l'élite dirigeante, on a pu voir dans la stratégie gorbatchevienne une tentative pragmatique d'adaptation à la logique capitaliste de la

<sup>4</sup> Comme le fait observer Giovanni Busino (1968, p. 157).

<sup>5</sup> C'est la formule qui fut proposée par Raymond Aron (1965).

<sup>6</sup> La « formule politique » englobant dans ce cas un ensemble de prescriptions idéologiques relatives à l'organisation de la vie économique.

<sup>7</sup> En contraste marqué avec la période Krouchtchev, pendant laquelle les cadres avaient certes atteint la sécurité physique mais non celle de l'emploi.

<sup>8</sup> A une époque où l'opinion publique occidentale, faut-il le rappeler, se demandait si le « style Gorbatchev » recouvrait un changement politique réel où seulement un effort de séduction au plan international.

globalisation qui menaçait de marginaliser complètement les économies de type soviétique. Il s'agissait donc d'une rupture de fait avec une « formule politique » – au sens de Mosca – discréditée depuis deux décennies aux yeux mêmes de ceux qui continuaient à en bénéficier mais qui craignaient de ne plus pouvoir en bénéficier très longtemps (Staniszki, 1991a, p. ix, p. 13). Alors que les positions politiques influentes cessaient d'offrir les mêmes garanties de stabilité qu'au cours de la décennie précédente, la propriété privée en vint à être considérée comme une option réelle, à la fois comme instrument de relance d'une économie stagnante et comme support de carrières ascendantes (Kryshtanovskaya et White, 1996, p. 716).

Paradoxalement, c'est parmi les cadres du mouvement *Komsomol*<sup>9</sup> – ce creuset du conformisme soviétique – que se recrutèrent les nouveaux entrepreneurs russes à la fin des années 80. Ceux-ci avaient été encouragés à créer un réseau de centres d'innovation scientifique et technique offrant aux entreprises, sur une base commerciale, des services non disponibles d'une autre façon. Selon une tradition soviétique solidement établie, ce secteur d'innovation dynamique dont on attendait des effets d'entraînement bénéficia de privilèges substantiels pour l'époque : droit de s'associer à des entreprises étrangères, obtention facilitée de crédits, conversion aisée de crédits en liquidités, possibilités de transactions immobilières, priorité dans les opérations d'import-export, etc. (*ibid.*, pp. 717-720). Grâce à la promulgation de la « loi sur les coopératives », le secteur développa sa dynamique propre, au point qu'il fut rapidement question d'« économie *komsomol* » pour qualifier toute une gamme d'activités offrant des possibilités d'enrichissement rapide. Ce mouvement contribua de façon non négligeable à familiariser certains dirigeants du Parti et de l'Etat avec les pratiques capitalistes. On assista à diverses formes de privatisation avant la lettre : une partie de l'élite dirigeante apprit à soumettre les biens publics à des transactions privées (*ibid.*, pp. 719-721). Ce processus fut à l'origine de ce qu'on a appelé le « capitalisme politique », impliquant une conversion du pouvoir politique en pouvoir économique (Staniszki, 1991a, 1991b). L'émergence du « capitalisme politique », il convient de le souligner, ne fut pas le résultat d'un développement désordonné mais bien de décisions prises dans les sphères dirigeantes de l'appareil communiste (Staniszki, 1991a, pp. 32-36).

Il va de soi que cette évolution acheva de ruiner ce que la « formule politique » soviétique pouvait conserver de crédibilité. Sous le monolithisme de façade maintenu par l'adhésion formelle à l'idéologie d'Etat se profilaient trois segments de l'élite dirigeante étroitement imbriqués certes mais néanmoins distincts : le Parti Communiste de l'Union Soviétique, le KGB et le complexe militaro-industriel (Albats, 1992, 1995, pp. 261-262). En mars 1990, lorsque fut abrogé l'article 6 de la Constitution soviétique<sup>10</sup>, l'effacement institutionnel du PCUS comme pouvoir fédérateur se fit au profit d'autres éléments de l'oligarchie : les responsables des organes de sécurité et les dirigeants d'importants secteurs de l'appareil économique (*ibid.*, p. 264). Ce rééquilibrage n'a pas cessé de produire ses effets bien que le « capital politique » résultant de l'appartenance au Parti ait été davantage

<sup>9</sup> *Kommunisticheskiĭ Soĭuz Molodiojĭ* ou « Union des Jeunesses Communistes ».

<sup>10</sup> Légitimant le rôle dirigeant du Parti Communiste de l'Union Soviétique.

désinstitutionnalisé que désactivé (Hanley *et al.*, 1995, p. 656); il garde son intérêt stratégique sous forme de réseaux informels qui permettaient de ruser avec les contraintes de l'économie régulée administrativement mais qui restent d'importance cruciale face à « l'effondrement des budgets publics » et à « la désintégration des organisations qui géraient la protection sociale » (Sapir, 1997, p. 64). Le problème majeur du *manager* soviétique était la gestion des ressources matérielles et l'accès ininterrompu aux fournitures nécessaires (Burawoy et Krotov, 1992). Ce problème reste tout aussi important dans le chaos économique et politique de la période de transition mais il se double de la nécessité de maintenir tant bien que mal le rôle social de l'entreprise<sup>11</sup>. Si bien que la plupart des directeurs d'entreprises industrielles, soit occupent des fonctions comparables à celles qu'ils occupaient jadis, soit « proviennent des anciennes administrations centrales » et il est permis de penser « qu'ils ont su, au moment opportun, tirer parti de leurs relations et de leurs réseaux d'influence » (Wieviorka, 1996, p. 73).

Bien que l'onde de choc ayant suscité des changements de nature révolutionnaire dans tous les pays européens de l'ancien « camp socialiste » soit partie de Russie, c'est dans ce pays que l'aptitude des élites dirigeantes à survivre aux péripéties de la transition semble la plus forte. On pourrait y voir l'illustration d'une autre vérité parietienne selon laquelle il est « difficile de déposséder une classe gouvernante qui sait se servir de la ruse, de la fraude, de la corruption, d'une manière avisée » (Pareto, 1916, § 2179; 1968, p. 1387). L'analyse de trois générations de dirigeants politiques – la génération Brejnev, la génération Gorbatchev et la génération Eltsine – indique qu'au milieu des années 90, environ 75% de l'administration présidentielle, près de 75% des membres du gouvernement et plus de 80% des élites régionales étaient constitués de membres de la *nomenklatura* soviétique<sup>12</sup>. Dans la génération Eltsine, plus de 30% des dirigeants au niveau national ou régional ont commencé leur carrière de « nomenklaturistes » sous Brejnev. Quant aux élites régionales de la même génération, la proportion de ceux qui ont commencé leur carrière par la voie de la *nomenklatura* sous Brejnev s'élève à plus de 50%; il s'agit au surplus d'héritiers de statuts privilégiés acquis par la génération antérieure (Kryshtanovskaya et White, 1996, p. 728). Jusqu'à la fin des années 80, ceux qui n'étaient pas membres du Parti Communiste avaient très peu de chances d'accéder aux postes de commande de l'administration d'Etat ou de l'appareil économique. En 1988 encore, 97% des postes réservés à la *nomenklatura* étaient occupés par des membres du Parti. En 1993, la situation avait évolué, mais pas de manière fondamentale puisque 80% de l'élite politique ou économique avaient adhéré au Parti à l'un ou l'autre moment de leur carrière. Par ailleurs, les postes de direction dans les entreprises d'Etat sont assurés en très grande majorité dans les années 90 par des cadres qui ont acquis l'expérience de la gestion sous le régime communiste (Hanley *et al.*, 1995, pp. 655-659). L'impression générale qui se dégage de tout ceci est celle de la réorganisation d'un système de pouvoir oligarchique et autoritaire, combinant une grande part de conti-

<sup>11</sup> Ceci implique la persistance d'attitudes paternalistes à l'égard de la main-d'œuvre (Sapir, 1997, p. 64), acceptées avec une relative placidité par cette dernière (Coenen-Huther, 1997b, pp. 292-293).

<sup>12</sup> On se réfère ici spécifiquement au mode de recrutement décrit par Michael Voslensky (1980).

nuité globale – atténuée à première vue par des effets de génération<sup>13</sup> – et des processus de circulation accélérée au sein même de l'élite dirigeante. Au lieu de la différenciation fonctionnelle plus poussée qui semblait s'annoncer au début des années 90<sup>14</sup>, on assiste au contraire à la création de réseaux intriqués de clientélisme, liant entre eux des hommes politiques, les *managers* d'importants secteurs économiques, des responsables des organes de sécurité et des éléments du crime organisé (Hughes, 1997, p. 1021).

Dans les autres Etats placés dans l'orbite soviétique, des processus anticipant largement les événements de 1989 sont également d'une pertinence incontestable pour la compréhension de l'évolution de la dernière décennie. Dans certains cas – en Hongrie, en Pologne – ces processus étaient plus avancés qu'en URSS<sup>15</sup> mais ne pouvaient atteindre la limite de leur propre logique avant que le Centre ne relâchât son emprise. De manière tout à fait générale, avec des variantes selon les pays, on assista à l'émergence graduelle d'une nouvelle élite – tant politique qu'économique<sup>16</sup> – relativement indifférente aux principes idéologiques qui animaient la génération précédente; on la qualifie de différentes façons: l'élite pragmatique (Rona-Tas, 1994), la nouvelle technocratie (Szelenyi et Szelenyi, 1995), les transformateurs (Kabakchieva, 1996), la nouvelle *nomenklatura* (Tilkidjiev, 1996), la *nomenklatura* tardive (Vladimirov, 1996). Ceci introduit une distinction générationnelle importante entre l'élite du pouvoir à base idéologique – et une élite nouvelle, combinant les traits d'une élite du pouvoir, d'une élite de position et d'une élite fonctionnelle<sup>17</sup>. Et selon que l'on prend cette distinction en compte ou non, on peut être conduit à des diagnostics assez différents concernant la capacité d'adaptation des élites communistes au cours de la décennie post-communiste.

Si l'on centre son attention sur les partisans inconditionnels des régimes de type soviétique qui furent installés en Europe centrale et orientale après la Deuxième Guerre mondiale, on peut être amené à adhérer à la thèse du renouvellement des élites. Si en revanche, on examine également la situation de la nouvelle élite – plus qualifiée et plus jeune – apparue au début des années 80, le jugement ne peut qu'être beaucoup plus nuancé (Baylis, 1998, pp. 276-277), d'autant plus qu'un élément de conflit entre les deux groupes a joué un rôle dans la dynamique de la transition, le cas de la Bulgarie en offrant l'illustration la plus claire (Kabakchieva, 1996, pp. 116-117; Vladimirov, 1996, p. 82). C'est, bien entendu, à l'élite de la deuxième génération que s'applique tout particulièrement le jugement – émis à propos de la Hongrie et de la Pologne – selon lequel la *nomenklatura* communiste est le groupe social qui a bénéficié le plus du changement de régime

<sup>13</sup> Ce qu'on a appelé la «révolution des adjoints» (cf. Hanley *et al.*, 1995, p. 658).

<sup>14</sup> Et qui inspire la thèse du dédoublement de l'élite avancée par Kryshstanovskaya et White (1996, pp. 721-722).

<sup>15</sup> Où ils étaient d'ailleurs observés avec attention comme autant de formules expérimentales.

<sup>16</sup> «Gouvernementale» et «non-gouvernementale» aurait dit Pareto (1916, § 2034; 1968, p. 1298), encore que la distinction soit plus difficile à maintenir de façon stricte dans un système d'économie d'Etat.

<sup>17</sup> Je fais ici usage des catégories de *Machtelite*, *Positionselite* et *Funktionnelite* que propose Günter Endrueweit en se basant sur des travaux antérieurs (1998, pp. 256-260).

(Mink et Szurek, 1994, p. 47). Les événements de la période de transition ne peuvent être isolés de l'évolution amorcée au cours de la décennie précédente; ils furent préparés par une phase de dégradation de l'économie socialiste dans les pays concernés (Rona-Tas, 1994, p. 47). On a donc affaire à un processus qui s'est déroulé en deux temps; la thèse du renouvellement de l'élite dirigeante s'applique à la phase de dégradation de l'économie socialiste tandis que la thèse de la survie de l'élite s'applique à la phase suivante: celle de la transition (*ibid.*, pp. 47-48).

Dans toutes les économies étatisées du « camp socialiste », même en URSS, un secteur privé, marginalisé, de plus ou moins grande ampleur<sup>18</sup> a toujours subsisté avec plus ou moins de vigueur selon les époques. Cette « seconde économie » ou « économie informelle » était le fait de petites entreprises<sup>19</sup> axées sur le facteur « travail », orientées le plus souvent vers la consommation privée et opérant sur des marchés très localisés. Ces restrictions avaient un double effet à caractère paradoxal. D'une part, elles réduisaient les « coûts d'entrée », en ce sens que les activités en question n'exigeaient ni beaucoup de capital ni de fortes qualifications. Mais d'autre part, elles réduisaient fortement les incitants à s'y engager pour les individus les plus qualifiés, les plus entreprenants et les plus favorisés. Au début de la phase de dégradation de l'économie socialiste, les autorités s'appliquèrent à freiner le développement de cette « seconde économie » en la confinant dans la sphère de la consommation privée et en l'obligeant à ne se fournir qu'auprès du commerce de détail. L'érosion lente de l'économie socialiste résulte donc alors des initiatives d'individus opérant à petite échelle dans les espaces de liberté intersticiels du système. A ce stade – le cas de la Hongrie semble le montrer – l'Etat adopta une stratégie défensive, visant à empêcher les transferts de ressources matérielles, de travail et de qualifications entre les deux secteurs de l'économie. Le but de cette stratégie était de décourager l'élite économique du secteur socialiste de rejoindre le secteur privé tout en déniaut à celui-ci les avantages consentis à l'économie d'Etat. Dans les phases ultérieures de dégradation de l'économie socialiste, certaines restrictions au développement du secteur privé furent abolies ou appliquées de façon moins strictes. Le secteur privé s'élargit alors à de nouveaux domaines d'activité, présentant des « coûts d'entrée » plus élevés mais aussi davantage d'incitants à s'y engager. Néanmoins, même en Hongrie où le secteur privé s'est développé le plus largement durant la période de dégradation de l'économie socialiste, certains obstacles majeurs restèrent en place: interdiction de transferts de propriété entre le secteur d'Etat et le secteur privé, limitation de la taille des entreprises, exclusion du secteur privé de toute une série d'activités comme les soins de santé, l'éducation, la banque, le commerce de gros et les transactions internationales.

L'entrée dans la phase de transition proprement dite créa une situation nouvelle. L'Etat cessa de mener un combat d'arrière-garde en faisant des concessions jugées temporaires au secteur privé; il marqua au contraire sa volonté de mettre en place les conditions légales et institutionnelles du fonctionnement normal d'une économie de marché. La barrière qui séparait le secteur privé du secteur public

---

<sup>18</sup> Selon, par exemple, qu'on ait procédé à la collectivisation de l'agriculture ou non. Pour ce qui suit, je m'appuie sur les travaux de Rona-Tas (1994).

<sup>19</sup> Entreprises familiales, voire même entreprises d'une personne.

disparut alors. Le secteur privé put s'engager dans des activités qui étaient restées auparavant l'apanage du secteur public. La transition a donc provoqué un dédoublement du secteur privé. Il y a d'abord le secteur privé traditionnel qui n'est pas le produit de la transition mais bien de la phase de dégradation de l'économie socialiste : il s'agit donc de la poursuite, dans des conditions nouvelles, d'activités plus ou moins tolérées par les régimes communistes en déclin ; on a fait observer à ce propos la fragmentation persistante et la « sur-tertiarisation » de ce secteur qui ne suscite que très peu d'investissements productifs (Grabher et Stark, 1998, p. 61). Mais il y a ensuite un secteur privé moderne, en voie d'expansion, dont l'émergence ne fut rendue possible que par la privatisation de propriétés d'Etat et par de nouvelles dispositions législatives permettant l'accumulation de capital (Rona-Tas, 1994, pp. 47-49). Les données rassemblées en Hongrie en 1989 et en 1991 indiquent que les formes les plus traditionnelles d'entreprises n'attirent guère les anciens cadres du régime communiste. En revanche, ceux-ci s'adaptent relativement facilement aux exigences du nouveau secteur privé. Ils semblent bénéficier d'un avantage certain dans la conduite des affaires. Cet avantage résulte en partie de leur niveau d'éducation mais ne saurait être réduit à cela ; le fait d'avoir occupé une position de pouvoir sous le régime communiste constitue en soi une variable discriminante (*ibid.*, p. 58). Les données disponibles suggèrent la combinaison d'une incontestable continuité technocratique – le niveau et le type de formation – et d'une forme de conversion du pouvoir : l'aptitude à transformer le pouvoir politique en atout économique<sup>20</sup>. Des recherches empiriques conduites en Hongrie, en République tchèque et en Allemagne de l'Est montrent que c'est la similitude des formations requises pour faire carrière dans le Parti et pour accéder à la direction des entreprises qui est la source principale de la continuité observée<sup>21</sup>. Mais la fonction d'entrepreneur – capitaliste ou socialiste – est largement tributaire d'un réseau social (Grabher et Stark, 1998, p. 64). Aussi, lorsqu'ils occupent les postes de responsabilité des nouvelles entreprises privées, les cadres de l'ancien régime sont mieux en mesure que d'autres de s'appuyer sur les configurations informelles qui résistent à la création de nouvelles institutions<sup>22</sup> (Rona-Tas, 1994, p. 62). Comme en Russie, les ressources relationnelles ayant permis autrefois l'exercice de fonctions de direction dans le cadre de l'économie socialiste, en vue de faire face à ses contraintes spécifiques, restent un avantage pour développer des stratégies d'entreprise efficaces dans un contexte modifié. Elles sont devenues en outre un atout essentiel pour prospérer dans le flou institutionnel et juridique de la période de transition. La nouvelle élite économique ne vient donc pas de l'économie privée marginalisée au cours des décennies précédentes mais bien des rangs des cadres socialistes (Grabher et Stark, 1998, p. 61). En conséquence, l'élite communiste de la deuxième génération est largement

---

<sup>20</sup> Le processus mentionné plus haut, que Jadwiga Staniszkis associe à la naissance du « capitalisme politique ».

<sup>21</sup> Cf. à ce sujet Grabher et Stark (1998) se fondant sur les travaux de Rona-Tas, Benacek ainsi que Koch et Thomas.

<sup>22</sup> Ceci renvoie bien entendu à la notion de *embeddedness* proposée par Granovetter (1985). Mais l'on ne peut s'empêcher d'évoquer ici à nouveau Tocqueville, nommé juge auditeur à Versailles en 1827, à qui sa pratique juridique révèle la résistance de la société d'Ancien Régime aux institutions nées de la Révolution (cf. Coenen-Huther, 1997a, p. 9).

bénéficiaire des changements intervenus dans les années 90. Outre sa disponibilité idéologique<sup>23</sup>, elle bénéficie d'un niveau de formation bien réel, d'une expérience de la gestion, de ressources relationnelles héritées de la phase précédente et d'une évidente absence de scrupules dans l'application des méthodes brutales du capitalisme sauvage (Juchler, 1994, pp. 117-118).

Si, sur le plan politique, les événements de 1989 présentent des aspects symboliques parfois spectaculaires, ils ne reflètent pas une rupture nette sur le plan économique. La dégradation progressive de l'économie socialiste avait produit ses effets depuis au moins une décennie quand fut affirmé le projet politique de passage à l'économie de marché. Ceci se produisit dans un environnement traversé par des processus en sens divers : fragmentation progressive de la scène économique par la perte d'influence de la planification centrale, réorganisation des activités économiques par l'accroissement du commerce international, survivance de réseaux fondés sur le troc entre entreprises (Smith et Swain, 1998, pp. 39-43). Dans ce contexte fluctuant, les élites communistes de la deuxième génération n'ont pas seulement profité largement des changements ; elles firent preuve de capacités d'adaptation inattendues. Des comparaisons portant sur la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et l'Allemagne de l'Est montrent que la proportion de dirigeants d'entreprises qui exerçaient déjà des fonctions dirigeantes avant 1989 ne dépend pas de la politique de privatisation adoptée. En gros, les trois quarts des dirigeants d'entreprises actuels ont été en position dirigeante sous le régime communiste et près de la moitié d'entre eux étaient membres du Parti ; c'est le plus souvent le maintien du contrôle effectif des entreprises et non leur acquisition qui fut l'élément déterminant de la continuité. Il n'empêche qu'un nombre important d'ex-membres de la *nomenklatura* ont très rapidement acquis des titres de propriété et se sont transformés en entrepreneurs capitalistes : ce groupe de « nouveaux capitalistes » est plus important en Hongrie et en Pologne qu'en République tchèque mais beaucoup moins important en Allemagne de l'Est<sup>24</sup>, il est vraisemblablement le plus important en Russie (Windolf, 1998, pp. 369-370). Là où les *managers* socialistes ont conservé leur position dirigeante grâce au contrôle *de facto* des entreprises, ils sont peu enclins à accepter l'idée de droits de propriété non régulés et ils sont prêts à s'associer aux travailleurs pour favoriser l'une ou l'autre forme de *welfare state*<sup>25</sup>. En revanche, quand les anciens cadres socialistes se sont mués en capitalistes par l'acquisition de titres de pro-

<sup>23</sup> Ceci vaut également pour l'élite politique. Traitant des anciens cadres dirigeants de l'Etat est-allemand, Peter Alheit note un « échange de capitaux politiques et économiques [qui] s'effectue avec un radicalisme assez déconcertant qui révèle a posteriori... la superficialité des valeurs politiques de l'Etat SED » (Alheit, 1993, p. 383). Se fondant sur le cas bulgare, Jelio Vladimirov (1996, p. 81) évoque l'idéologie de la « *nomenklatura* tardive » en termes de pragmatisme, scepticisme et cynisme. Il y ajoute une note éventuelle de nationalisme qui peut n'être que le reflet d'une attitude générale d'opportunisme et de sensibilité à l'air du temps. Dans la région balkanique, les présidents Milosevic et, autrefois, Tudjman se sont révélés orfèvres en la matière.

<sup>24</sup> En raison du caractère de colonisation par l'Ouest – brillamment décrit par Günter Grass dans *Ein weites Feld* (1995) – qu'a pris le processus centralisé de privatisation en Allemagne de l'Est.

<sup>25</sup> Comme le note Windolf, ce groupe représente les « contraintes de l'histoire » en Europe de l'Est (1997, p. 370). Son existence et sa stratégie reflètent l'influence du « cheminement historique » sur les modalités de l'évolution économique, illustrant ainsi la notion de *path dependant development* chère à David Stark (cf. Stark, 1996 ; Grabher et Stark, 1998).

priété, ils s'approprient plus volontiers l'idéologie libérale de la suprématie des forces du marché et ne manifestent aucun enthousiasme pour l'idée de « troisième voie » (*ibid.*, p. 370). L'ironie de l'histoire veut que ce soient les anciens dirigeants *politiques* du communisme qui eurent le plus d'incitants à maintenir leur position privilégiée par transfert de propriété car ils n'avaient pas le contrôle *direct* de l'appareil économique. Mais le plus souvent, l'accès à la propriété n'est qu'une garantie supplémentaire de stabilité pour ceux qui ont le contrôle effectif des entreprises.

Ainsi, les diverses variantes de privatisation ont eu pour résultat paradoxal de renforcer la base de pouvoir d'une partie de l'ex-*nomenklatura* (*ibid.*, p. 371). Ceci explique sans doute une partie des luttes de pouvoir qui s'observent en ce moment en Russie. Les lignes de clivage ne se situent pas entre une élite économique et une élite politico-administrative<sup>26</sup> mais bien entre différents groupes d'intérêts économiques – favorables soit à la poursuite d'une politique de subvention soit à la libéralisation accélérée – et leurs alliés dans la sphère politique ou dans celle des services de sécurité (Hanley *et al.*, 1995, p. 640). Observons à ce propos que l'autonomisation et la capacité d'arbitrage politico-économique de ces derniers se reflètent jusque dans la composition des sphères gouvernementales<sup>27</sup>; le poids des cercles dirigeants issus des organes de sécurité pourrait s'exercer en faveur d'un ambitieux projet politique à orientation eurasiatique<sup>28</sup> (Adler, 1999).

L'adaptation réussie à la transition s'est fondée sur la mise en œuvre de deux types de stratégies : la manipulation des ressources et le recours aux chenaux d'information privilégiés. La manipulation des ressources consiste à recombinaison des unités économiques. Les dirigeants des entreprises d'Etat morcellent leurs entreprises de façon à créer une série de sociétés satellites. Bien que ces nouvelles entités économiques soient nominalement indépendantes, elles combinent de manière très compliquée des éléments de propriété publique, semi-publique et privée, de sorte que l'appropriation des ressources est assurée par plus d'un principe légitimateur (Stark, 1996). Les actions de ces sociétés satellites ne sont pas uniquement détenues par l'entreprise-mère. De nombreuses entreprises acquièrent des actions les unes des autres, créant ainsi des réseaux de propriété inter-entreprises peu transparents. Des actions sont aussi acquises par des cadres des différentes entités, à différents niveaux; ici apparaît l'importance des réseaux informels. Ces pratiques recombinaison ont pour effet de brouiller la limite entre la propriété d'Etat et la propriété privée. Les risques inhérents à l'exposition à l'économie de marché sont ainsi fortement réduits alors que les gains sont transférés au secteur privé (Grabher et Stark, 1998, pp. 65-66). Dans les cas extrêmes, la privatisation des bénéfices est conduite jusqu'à la faillite de l'entreprise d'Etat qui peut alors être rachetée à bas prix. On a parlé à ce propos de « maffio-capitalisme » (Badjakov, 1996, pp. 49-50).

<sup>26</sup> Comme tendraient à le suggérer les analyses de Kryshtanovskaya et White (1996).

<sup>27</sup> Le rôle politique joué par Evgueni Primakov et, plus encore, par Vladimir Poutine, ancien agent opérationnel des services de renseignement, en fournit l'illustration frappante.

<sup>28</sup> Projet politique dans lequel la scène européenne n'aurait plus qu'une importance secondaire, comme j'ai eu l'occasion de le faire observer ailleurs (Coenen-Huther, 1995, pp. 25-26).

Les membres de l'ex-*nomenklatura* ne sont pas seulement en position favorable pour acquérir des propriétés publiques et fonder des entreprises ; ils bénéficient également d'avantages lorsqu'il s'agit de les faire fonctionner car leurs relations à caractère transversal dans les différents secteurs de l'économie ainsi que dans l'administration publique leur permet d'acquérir des informations d'ordre économique difficiles à obtenir mais vitales pour la conduite des affaires. Autrefois, de précieuses informations étaient véhiculées par les chenaux latéraux offerts par l'organisation du Parti. Des contacts se maintiennent sur un plan informel après le dépérissement formel de cette organisation. Au surplus, les changements de régime n'affectent que les couches supérieures de l'administration publique. Des contacts privilégiés avec des administrateurs de rang moyen ou inférieur restés en fonction sont extrêmement utiles et constituent un atout appréciable (Ronatas, 1994, pp. 45-46).

Compte tenu de la grande diversité des situations dans les différents pays de l'Est européen et de l'hétérogénéité des données actuellement disponibles, il est difficile de présenter une vue d'ensemble du sort des élites communistes qui ne soit pas outrageusement simplificatrice. On peut toutefois prendre pour point de départ une typologie sommaire des modalités de la transition dans les pays considérés. Comparant le processus de décomposition du communisme en Hongrie, en Pologne et en République tchèque, Mink et Szurek distinguent un modèle polono-hongrois qu'ils qualifient de « rationaliste » – je préférerais dire « réaliste » – et un modèle tchèque qu'ils qualifient de « réactionnel » (1994, p. 48). A cette opposition dichotomique, on pourrait, me semble-t-il, ajouter un modèle d'absorption – le cas de l'Allemagne de l'Est – et un modèle de fragmentation : le cas de la Bulgarie et de la Roumanie où l'amorce de la transition a eu tous les caractères d'une « révolution de palais »<sup>29</sup>. A ce stade, il semble opportun d'introduire une distinction plus nette entre élites économiques et élites politiques puisque le projet politique de la transition implique précisément qu'un ensemble d'activités économiques soient dégagées de la tutelle directe de l'Etat.

Dans le modèle *réaliste* polono-hongrois, l'idéologie de rénovation du socialisme favorisa l'adoption d'une politique de consommation misant sur les techniques et les crédits occidentaux<sup>30</sup>. Elle favorisa aussi l'entrée dans le Parti, dans la *nomenklatura* et dans l'administration d'Etat d'éléments réformateurs qui anticipèrent l'effondrement du système et s'y préparèrent (Mink et Szurek, 1994, pp. 48-50). En Pologne, différentes procédures de privatisation des entreprises d'Etat furent mises en œuvre. Celle qui eut le plus de succès fut la privatisation par liquidation. Dans la plupart des cas, les actifs des firmes privatisées furent transférés à ceux qui les dirigeaient antérieurement (Windolf, 1998, pp. 353-354). En

<sup>29</sup> D'autres auteurs qui, contrairement à Mink et Szurek, ont eu l'occasion d'élargir le cadre de leurs analyses, marquent le contraste entre les élites consensuelles de Hongrie, de Pologne ou de la République tchèque et les élites fragmentées ou divisées de Bulgarie et de Roumanie (Higley *et al.*, 1998).

<sup>30</sup> En Pologne, dans les années 80, l'idéologie de rénovation du socialisme a également contribué à combler le fossé entre les éléments les plus éclairés de l'élite dirigeante et les éléments les plus réalistes de la contre-élite oppositionnelle. Le rapport Nowak avait attiré l'attention sur l'urgence de réformes. Après de nombreux soubresauts, on en arriva au processus de la « table ronde » (cf. Coenen-Huther et Synak, Eds, 1993).

Hongrie, la privatisation a débuté par une restauration du contrôle central de l'Etat sur les entreprises. Les combinats d'Etat furent alors divisés en sociétés nominale-ment indépendantes. Le processus suscita la création de réseaux de firmes liées les unes aux autres par des participations au capital. C'est dans ce contexte que se développèrent les pratiques combinatoires évoquées plus haut (Stark, 1996, Windolf, 1998). Pour ce qui concerne les élites politiques, le modèle polono-hongrois a été favorable à la résurgence relativement rapide des partis héritiers des anciens partis communistes. Ceci doit néanmoins être mis en rapport avec le rôle non négligeable joué au sein de ces partis par des éléments authentiquement réformateurs qui contribuèrent au changement de régime dès l'effacement du blocage soviétique (Baylis, 1998, pp. 276-278).

Dans le modèle *réactionnel* tchèque, la *nomenklatura* fut surprise par le renversement du régime. Globalement parlant, elle présentait également d'autres caractéristiques que les élites dirigeantes polonaises et hongroises. Pour y être admise après 1968, il fallait avoir approuvé la politique de normalisation ayant succédé à l'intervention militaire qui mit fin au « printemps de Prague » (Mink et Szurek, 1994, p. 51 ou 1999, p. 127). Il en résulte que davantage de cadres communistes se virent exclus du jeu des institutions et s'orientèrent vers le secteur privé sans pour autant en souffrir économiquement dans la plupart des cas. En République tchèque, la privatisation prit la forme d'une distribution centralisée de *vouchers* permettant aux citoyens d'acquérir des actions dans les entreprises d'Etat. Très rapidement, ces *vouchers* furent néanmoins transférés à des fonds d'investissement qui sont devenus les actionnaires principaux des grandes entreprises. Ces fonds détiennent des participations suffisamment importantes pour conférer un droit de regard sur la gestion mais il semble que ce droit n'est pas exercé et que les *managers* en place exercent un contrôle de fait (Windolf, 1998, p. 360). Sur le plan politique, le Parti communiste tchèque non rénové n'a pas obtenu de résultats comparables à ceux des ex-communistes polonais ou hongrois<sup>31</sup>. Les mesures d'épuration en vigueur jusqu'en 1998, à savoir l'interdiction faite aux dirigeants communistes jusqu'à un certain niveau ainsi qu'aux collaborateurs de la police politique d'occuper des fonctions dirigeantes dans l'administration publique et dans l'économie, jouèrent un rôle inhibiteur certain à l'égard des cadres de l'ancien régime. Il n'empêche qu'un certain nombre de postes ministériels importants, dans la Fédération tchécoslovaque d'abord, dans la République tchèque ensuite, furent occupés par d'anciens communistes de tendances diverses : membres du Parti l'ayant quitté ou en ayant été expulsés après 1968, ou au contraire ayant occupé des postes ministériels dans les derniers gouvernements communistes des années 80 (Baylis, 1998, pp. 275-278).

Le modèle *d'absorption* qui est celui au cours duquel l'Allemagne de l'Est a été absorbée par la République fédérale a donné lieu à une stratégie de privatisation extrêmement centralisée au cours de laquelle les combinats furent fragmentés, la taille des différentes entreprises réduite et les entreprises réduites mises en vente. Cette procédure permit leur rachat par un petit nombre de grandes entreprises ouest-allemandes. Dans ces conditions extrêmement défavorables pour les

<sup>31</sup> Il n'est pas possible, dans le cadre de cet article, d'évoquer les soubresauts qui agitérent la Slovaquie jusqu'à une époque toute récente.

élites locales, un certain nombre de dirigeants d'entreprises furent congédiés. Mais il est important de noter que le pourcentage de *managers* qui perdirent leur poste n'est pas supérieur au pourcentage de la main-d'œuvre licenciée (Windolf, 1998, p. 369). Dans ce cas, l'éviction d'un nombre appréciable d'anciens dirigeants n'a donc pas la signification qu'elle aurait eu dans le cadre d'un processus de changement endogène. Pour ce qui est des exécutifs politiques, il faut noter le nombre important de nominations d'hommes politiques ouest-allemands à des postes ministériels dans les « nouveaux *Länder* », nominations qui peuvent s'expliquer par la contrainte particulière de l'absorption, c'est-à-dire la nécessité d'appliquer la législation et les mécanismes institutionnels de la République Fédérale à l'ex-RDA (Baylis, 1998).

Le modèle de *fragmentation* de l'élite dirigeante assorti de la recherche de boucs émissaires individuels a pu être observé selon des modalités différentes en Bulgarie et en Roumanie : Ceaucescu fut exécuté, Jivkov fut destitué par le Comité Central du Parti. Dans le cas bulgare, le processus a parfois été assimilé à tort au processus polonais de la « table ronde » ou au processus tchèque de la « révolution de velours ». En fait, en dépit de péripéties superficiellement semblables, il ne put être question pendant plusieurs années dans ce pays que d'un « changement politique simulé » (Kabakchieva, 1996). Pour ce qui est de la Roumanie, l'opinion occidentale fut prise au piège d'une théâtralisation révolutionnaire qui ne constituait également que l'aboutissement d'un processus de fragmentation interne de l'élite dirigeante. Dans l'un et l'autre cas, les choix économiques fondamentaux furent retardés de plusieurs années. Des périodes de résurgence d'éléments de l'ancien régime n'eurent ni le caractère ni la fonction de l'alternance politique rendue possible par le modèle polono-hongrois.

Dans les différents cas de figure évoqués, on se doit de noter – à l'exception de quelques personnalités qui se sont imposées par leur stature morale exceptionnelle – la perte d'influence rapide des anciens dissidents qui contribuèrent à l'ébranlement des régimes défunts. Dans de nombreux cas, c'est incontestablement la compétence gestionnaire qui a été privilégiée à leurs dépens. Cette conclusion ne saurait néanmoins avoir une portée générale. La mutation subite de cadres communistes en dirigeants nationalistes – justifiant la boutade désabusée d'Adam Michnik suggérant que le nationalisme pourrait être le stade suprême du communisme – indique bien que l'aptitude à s'adapter rapidement à des circonstances nouvelles est souvent tout aussi payante. Et de fait, c'est bien ce qui semble caractériser un certain nombre d'hommes politiques dont la bonne fortune s'est maintenue pendant la période post-communiste (Baylis, 1998, pp. 298-299). Si la primauté accordée aux compétences qui semblent avoir fait leurs preuves et qui rassurent conforte un sens de la continuité en harmonie avec les analyses tocquevilliennes, les métamorphoses réussies des « lions » et des « renards » nous ramènent à la conception cyclique de l'histoire qui inspira Michels, Mosca et Pareto.

*Département de Sociologie  
Université de Genève*

## BIBLIOGRAPHIE

- Adler, Alexandre, *Kosovo : le jeu d'Evgueni Primakov*, in «Le Monde», 10 avril 1999.
- Albats, Evguenia, *Mina zamedlenogo deïstvia*. Moscou, Rousslit, 1992. Tr. fr. : *La bombe à retardement. Enquête sur la survie du KGB*. Paris, Plon, 1995.
- Alheit, Peter, *Le «syndrome allemand» : problèmes structurels de la «réunification culturelle»*, in «Schweizerische Zeitschrift für Soziologie-Revue suisse de sociologie», Vol. 19, N° 2, 1993, pp. 365-387.
- Aron, Raymond, *Démocratie et totalitarisme*. Paris, Gallimard, 1965.
- Barbano, Filippo, *La renaissance de la sociologie en Italie pendant la seconde après-guerre*, in Roberto Cipriani, Ed., 1997.
- Baylis, Thomas A., *Elite Change After Communism : Eastern Germany, the Czech Republic, and Slovakia*, in «East European Politics and Societies», Vol. 12, N° 2, 1998, pp. 265-299.
- Burawoy, Michael et Krotov, Pavel, *The Soviet Transition from Socialism to Capitalism : Worker Control and Economic Bargaining in the Wood Industry*, in «American Sociological Review», Vol. 57, February 1992, pp. 16-38.
- Busino, Giovanni, *Introduction à une histoire de la sociologie de Pareto*. Genève, Droz, 1966, 2<sup>e</sup> édition, nouveau tirage, 1968.
- Cipriani, Roberto, *Aux sources des sociologies de langue française et italienne*. Paris, L'Harmattan, Coll. «Logiques sociales», 1997.
- Coenen-Huther, Jacques et Synak, Brunon, Eds, *Post-Communist Poland : From Totalitarianism to Democracy?* New York, Nova Science Publishers, 1993.
- Coenen-Huther, Jacques, *European Self-Awareness and the Spectre of the Balkans*, in «Schweizerische Zeitschrift für Soziologie-Revue Suisse de Sociologie», Vol. 21, N° 1, 1995, pp. 21-30.
- Coenen-Huther, Jacques, Ed., *Bulgaria at the Crossroads*. New York, Nova Science Publishers, 1996.
- Coenen-Huther, Jacques, *Tocqueville*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. «Que sais-je?», N° 3213, 1997a.
- Coenen-Huther, Jacques, *La patience russe entre stratégie et impuissance : quelques remarques complémentaires*, in «Archives Européennes de Sociologie», Vol. XXXVIII, N° 2, 1997b, pp. 291-298.
- Coenen-Huther, Jacques, *Transition as a Topic for Sociological Analysis*, in P. Sztompka, ed. *Building Open Society and Perspectives of Sociology in East-Central Europe*, XIVth ISA World Congress, Pre-Congress Volumes, East-Central Europe, Montréal, UQAM, 1998, Chap. II, pp. 35-42.
- Endruweit, Günter, *Beiträge zur Soziologie*. Band II: *Allgemeine Soziologie*. Kiel, Christian-Albrechts-Universität zu Kiel. Soziologische Arbeitsberichte, 1998.
- Fitoussi, Jean-Paul et Rosanvallon, Pierre, *Le nouvel âge des inégalités*. Paris, Le Seuil, 1996. Nouvelle édition Points/Essais, 1998.
- Gern, Jean-Pierre, Ed., *La Bulgarie : une transition menacée*. Neuchâtel, EDES, 1996.
- Grabher, Gernot et Stark, David, Eds, *Restructuring Networks in Post-Socialism : Legacies, Linkages, and Localities*. Oxford, Oxford University Press, 1996.
- Grabher, Gernot et Stark, David, *Organising Diversity : Evolutionary Theory, Network Analysis and Post-Socialism*, in J. Pickles et A. Smith, eds, 1998, pp. 54-75.
- Granovetter, Mark, *Economic Action and Social Structure*, in «American Journal of Sociology», Vol. 91, N° 3, 1985, pp. 481-510.
- Grass, Günter, *Ein weites Feld*, Roman, Göttingen, Steidl Verlag, 1995; München, Deutscher Taschenbuch Verlag, 1997. Tr. fr., *Toute une histoire*, roman, Paris, Seuil, 1997.
- Hanley, Eric, Yershova, Natasha et Anderson, Richard, *Russia – Old Wine in a New Bottle? The Circulation and Reproduction of Russian Elites, 1983-1993*, in «Theory and Society», Vol. 24, 1995, pp. 639-668.
- Higley, John, Pakulski, Jan, and Wesolowski, Wlodzimierz, Eds, *Postcommunist Elites and Democracy in Eastern Europe*, New York, St. Martin's Press, 1998.

- Hughes, James, *Sub-national Elites and Post-communist Transformation in Russia : A Reply to Krysh-tanovskaya and White*, in «Europe-Asia Studies» (formerly «Soviet Studies»), Vol. 49, N° 6, 1997, pp. 1017-1036.
- Juchler, Jakob, *Osteuropa im Umbruch. Politische, wirtschaftliche und gesellschaftliche Entwicklun-gen 1989-1993*. Zurich, Seismo Verlag, 1994.
- Kabakchieva, Petya, *The New Political Actors and their Strategies*, in Jacques Coenen-Huther, Ed., 1996, pp. 113-133.
- Kryshstanovskaya, Olga et White, Stephen, *From Soviet Nomenklatura to Russian Elite*, in «Europe-Asia Studies» (formerly «Soviet Studies»), Vol. 48, No 5, 1996, pp. 711-733.
- Mendras, Marie, Ed., *Russie. Le gouvernement des provinces*, Nouveaux Mondes, Genève, Centre de Recherches Entreprises et Sociétés, N° 7, 1997.
- Michels, Roberto, *Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie*. Stuttgart, Alfred Kröner Verlag, 1911. Tr. fr. : *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1914.
- Mink, Georges et Szurek, Jean-Charles, *Agir ou subir : les nomenklaturas polonaise et tchèque face à la grande mutation économique (1988-1993)*, in «Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest», Vol. 25, N° 4, 1994, pp. 47-63.
- Mink, Georges et Szurek, Jean-Charles, *La grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, Seuil, Coll. «L'épreuve des faits», 1999.
- Mosca, Gaetano, *Elementi di scienza politica*. Rome, Fratelli Bocca, 1896. Tr. angl. : *The Ruling Class*. New York, McGraw-Hill, 1939.
- Mosca, Gaetano, *Storia delle dottrine politiche, 1936*. Tr. fr. : *Histoire des doctrines politiques depuis l'Antiquité jusqu' à nos jours*. Paris, Payot, 1937.
- Pareto, Vilfredo, *Trattato di sociologia generale*. Florence, Barbera, 1916. Tr. fr. : *Traité de sociologie générale, 1917-1919, Œuvres complètes* éditées par Giovanni Busino, Tome XII, Genève, Droz, 1968.
- Pickles, John et Smith, Adrian, Eds, *Theorising Transition. The Political Economy of Post-Communist Transformations*. Londres et New York, Routledge, 1998.
- Rona-Tas, Akos, *The First Shall Be Last? Entrepreneurship and Communist Cadres in the Transition from Socialism*, in «American Journal of Sociology», Vol. 100, N° 1, 1994, pp. 40-69.
- Sapir, Jacques, *La fin de la transition?*, in «Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest», Vol. 27, N° 2, 1996, pp. 5-6.
- Sapir, Jacques, *Les Russies économiques*, in Marie Mendras, Ed., 1997, pp. 47-82.
- Smith, Adrian et Swain, Adam, *Regulating and Institutionalising Capitalisms : the Micro-Foundations of Transformation in Eastern and Central Europe*, in J. Pickles et A. Smith, Eds, 1998, pp. 25-53.
- Staniszki, Jadwiga, *The Dynamics of the Breakthrough in Eastern Europe. The Polish Experience*. Berkeley, University of California Press, 1991a.
- Staniszki, Jadwiga, *Political Capitalism in Poland*, in «East European Politics and Societies», Vol. 5, 1991b, pp. 127-141.
- Stark, David, *Recombinant Property in East European Capitalism*, in «American Journal of Sociology», Vol. 101, N° 4, 1996, pp. 993-1027.
- Szelenyi, Ivan et Szelenyi, Szonja, *Circulation or Reproduction of Elites during the Postcommunist Transformation of Eastern Europe*, in «Theory and Society», Vol. 24, 1995, pp. 615-638.
- Tilkidjiev, Nikolai, *Social Stratification in Post-Communist Bulgaria*, in Jacques Coenen-Huther, Ed., 1996, pp. 79-96.
- Valade, Bernard, *Introduction aux sciences sociales*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. «Premier cycle», 1996.
- Vladimirov, Jelio, *L'ethos démocratique dans la Bulgarie postcommuniste*, in Jean-Pierre Gern, Ed., 1996, pp. 53-92.

- Voslensky, Michael, *La nomenklatura. Les privilégiés en URSS*. Traduit de l'allemand. Paris, Belfond, 1980.
- Wasilewski, Jacek, *Towards New Political Elites in Poland?*, in Jacques Coenen-Huther et Brunon Synak, Eds, 1993, pp. 29-50.
- Wasilewski, Jacek, *La nomenklatura : vers quel destin social?*, in « Revue d'Études Comparatives Est-Ouest », Vol. 25, N° 4, 1994, pp. 33-46.
- Wieviorka, Michel, *Les nouveaux entrepreneurs et les directeurs d'entreprise en Russie*, in « Revue d'Études Comparatives Est-Ouest », Vol. 25, N° 4, 1994, pp. 65-78.
- Windolf, Paul, *Privatization and Elite Reproduction in Eastern Europe*, in « Archives Européennes de Sociologie », Vol. XXXIX, N° 2, 1998, pp. 335-376.
- Znepolski, Ivailo, *La mythologie post-totalitaire de l'adhérent et du non-adhérent au parti communiste*, in « Les Temps Modernes », Vol. 51, N° 586, janvier-février 1996, pp. 58-77.